Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Religions- und Kulturgeschichte = Revue suisse d'histoire religieuse et culturelle = Rivista svizzera di storia religiosa e culturale

Herausgeber: Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte

Band: 106 (2012)

Artikel: Religion et politique dans le Bulletin de la mission vaudoise, 1872-1955

Autor: Mabika, Hines

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-390503

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Religion et Politique dans le *Bulletin de la mission vaudoise*, 1872–1955

Hines Mabika

Lorsque le premier numéro du *Bulletin de la mission vaudoise*[1] parut à Lausanne, le 30 mars 1872, nul ne pouvait présager de la part de contenu politique qu'il contiendrait. Or, d'après Raymond Aron, «toute conceptualisation de la politique à partir d'un modèle unique n'est qu'un exercice d'école parce que cette unification est contraire au sens spécifique du domaine politique.»[2] En d'autres termes, la pluralité caractéristique du domaine politique intègre des catégories et des expressions discursives variées et permet d'interroger les rapports possibles entre la politique et d'autres catégories à l'instar de la religion. L'histoire des religions en Suisse fait apparaître l'église protestante sous le prisme d'une institution dont le modèle d'organisation épousa la structure politique du pays, autour de ses cantons, de sa confédération, et en rupture avec l'organisation autour des évêchés d'avant la reforme.[3] Fort de cette émancipation, le *Bulletin de la mission vaudoise* afficha son identité cantonale sous la forme d'un «outil régulier de communication avec les chrétiens»[4]. Cette entreprise de la *Commission des missions des églises libres du canton de Vaud* devait être apolitique et porter essentiellement sur le fait religieux et missionnaire protestant. Si le périodique ne faillit pas à sa tâche de véhicule d'information religieuse en abreuvant la communauté protestante d'informations officielles sur les églises évangéliques libres de Suisse

1 Le Bulletin de la mission Suisse dans l'Afrique du Sud a été plusieurs fois l'objet de changement de dénomination. Nous utilisons indifféremment l'une ou l'autre des ses désignations: Bulletin, Bulletin missionnaire, Bulletin de la mission vaudoise, Bulletin de la mission romande, Bulletin de la mission suisse romande dans le sud de l'Afrique, Bulletin de la mission suisse.

2 Raymond Aron, A propos de la théorie politique, in: Revue française de science politique, 12 (1962), 5–26, 12.

3 Roland J. Campiche, La sociologie de la religion en Suisse, in: Archives des Sciences sociales des religions, 32 (1971), 165–179, 165.

4 C. O. Viguet, Président, A. Glardon, Secrétaire, La Commission des missions de l'Eglise évangélique libre du canton de Vaud aux lecteurs du Bulletin, in: Bulletin, 1 (1872), 1.

romande et sur leurs activités missionnaires, il importe de comprendre comment cette énoncé de la religion se juxtaposa, comment elle se coupla avec et se mua en discours politique. Dans cette contribution, nous tentons une analyse du contenu du périodique missionnaire considéré, en rappelant d'abord les circonstances de fondation dudit périodique, son objet et sa ligne éditoriale; ensuite, nous mettons en exergue les rapports induits par l'évocation des faits du domaine de la religion et de la politique. Nous nous appuyons sur un dépouillement systématique du *Bulletin de la mission vaudoise* de 1872 à 1955. Cette tentative d'objectivation du contenu religieux et politique d'un périodique missionnaire permet de mettre en relief son rôle de medium et d'amplificateur des discours religieux et politique des époques retenues et des sociétés concernées.

Naissance d'un périodique missionnaire

«La Commission des missions, dans ses deux dernières circulaires, a annoncé déjà la publication du *Bulletin* dont elle présente le premier numéro à ses amis et souscripteurs. Cette publication se justifie d'elle-même. Nous avons besoin d'un moyen régulier de communication avec les chrétiens qui coopèrent à notre œuvre, et sur l'intérêt de l'assistance desquels, après la bénédiction du Seigneur, cette œuvre s'appuie.»[5]

Alors que les discours religieux et politique modernes sont presque exclusivement binaires – extrémiste/modéré et démocrate/dictatorial –, l'énoncé ci-dessus adressée aux lecteurs du premier numéro du *Bulletin de la mission vaudoise* semble relever du simple respect du principe d'informativité, entendu comme le fait d'apporter une information au destinataire. Bergson a, cependant démontré que la pensée est incommensurable par le langage, fut-il articulé ou écrit. En effet, ce dernier se caractérise par une sorte d'infidélité, de trahison des idées exprimées, du fait que celles-ci se juxtaposent au lieu de se pénétrer.[6] Les idées et faits religieux et politiques véhiculés dans le *Bulletin de la mission vaudoise* ne devaient sans doute pas échapper aux écarts de signification.

Mais, le propos citée supra, de C. O. Viguet, Professeur de théologie à la faculté libre de Lausanne et Président de la *Commission des missions de l'église évangélique libre du canton de Vaud*, signa toutefois, l'acte de naissance à Lausanne, du périodique missionnaire dont le caractère religieux du discours était sans équivoque, et dans lequel l'énoncé de la religion et de la politique se faisait tantôt dans une autonomie, l'une de l'autre, tantôt de façon connectée. Car, mise à part la solennité de l'événement, la parution du *Bulletin*, longtemps annoncé, ne constitua pas pour autant un fait exceptionnel dans l'histoire du pro-

[5] Idem, 1.

[6] Henri Bergson, Essai sur les données immédiates de la conscience, Paris 1965, 1ère éd. 1927, 24.

testantisme suisse ni dans celle de ses moyens de communication.[7] Depuis la Reforme, les églises cantonales suisses entretenaient des rapports étroits avec l'autorité administrative et politique. Cela jusqu'à la décision de séparation des pouvoirs de l'Etat et de l'Eglise au début du 20e siècle; le périodique missionnaire vaudois s'inscrivait dans la tradition des publications missionnaires suisses des 19e–20e siècles qui comprenaient, notamment, le *Bulletin de la mission de Bâle*. Ces publications furent généralement synchrones de la fondation des sociétés de missions issues elles-mêmes des mouvements de réveil des 18e–20e siècles. Le *Bulletin de la mission vaudoise* entrait donc dans cette logique des média missionnaires, d'outils de communication créateurs du lien symbolique entre les églises et leurs missions, et qui permettait de maintenir le lien social entre les chrétiens de métropole, les dirigeants de la mission et les missionnaires sur le champ.[8]

Le *Magasine évangélique*, publié à Genève en 1819, avait été l'une des premières publications de Suisse romande en lien avec le phénomène missionnaire au 19e siècle. Il contribua par un effet miroir au développement de ces publications d'orientation et expression religieuse tant cette presse était lue par les croyants et contribuait à dynamiser leurs rencontres. Les premières publications missionnaires consistaient en quelques feuillets destinés à aider la préparation des conventicules ou réunions de réveil.[9] Ce fut donc moins l'originalité que la solennité entourant la publication du *Bulletin de la mission vaudoise* qui sembla particulière. Cette solennité s'expliquait, entre autres, par le contexte et les circonstances de sa création.

Circonstances de la création du Bulletin: Le *Bulletin de la mission vaudoise* vit le jour dans un contexte international d'essor des missions évangéliques. Mais ce contexte était marqué en Suisse romande par des questionnements relatifs à l'émergence des sociétés de missions et à leur autonomie cantonale. En effet, les églises protestantes suisses d'après la reforme sont liées aux cantons à partir desquels ils opèrent. De même, au 19e siècle, plusieurs événements d'ordres sociopolitiques et religieux étaient intervenus entre la publication du *Magasine évangélique* à Genève en 1819 et celle du *Bulletin de la mission vaudoise* à Lausanne en 1872. La fondation de la *Société des missions de Lausanne* en 1826 constitua un de ces moments importants du protestantisme vaudois. Il contribua à l'émergence d'une identité religieuse lausannoise et vaudoise. Elle suscita un gain d'intérêt pour l'aventure missionnaire sur le modèle des développements que ce phé-

7 Henri Vuilleumier, Histoire de l'église reformée du pays de Vaud sous le régime bernois, 4 volumes, Lausanne 1930 (voir, notamment, le Volume 3).

8 Ces publications existaient dans d'autres cantons suisses à l'instar du Bulletin missionnaire de la mission de Bâle (1815); à l'étranger le Bulletin Missionnaire de la société des missions de Paris (1822) constituait également une source d'inspiration pour les Suisses. Pour la Grande Bretagne, voir par exemple, Josef L. Altholz, The religious press in Britain, 1760–1900, in: Henry Warner Bowden, Contribution to the Study of Religion, n°22, Westport, Greenwood Press, 1989.

9 Arthur Grandjean, La mission romande, Lausanne 1917, 2.

nomène connaissait en Angleterre, en Allemagne ou encore en France. Mais, la précoce suppression de la *Société des missions de Lausanne* en 1847, et l'arrêt complet de son fonctionnement en septembre 1857, laissa un sentiment de déception chez plusieurs membres de l'église évangélique locale, tant l'événement témoignait autant de la ‹balkanisation› des espaces confessionnels que de l'éclatement des discords avec l'autorité politique cantonale de Vaud. Si cette dissolution avait laissé un goût amer aux partisans vaudois des missions, condamnés désormais à se contenter d'approvisionner en finances, d'autres sociétés de missions dont celles de Bâle fondée 1815 et de Paris datée de 1822, elle permit cependant la préparation du canton à une entreprise missionnaire organisée, en tirant profit de l'expérience de ses précédentes tentatives chez les indiens du Canada et de celle des autres pour mieux s'outiller. Aussi, le périodique missionnaire vaudois devait-il en être l'expression.

La révolution helvétique qui suivit, aboutit à la fondation de l'Etat fédéral en 1848 avec sa Constitution renforçant l'élan de liberté politique tout en réaffirmant les identités cantonales dans un contexte identitaire national fondé sur le dit cadre de gestion politique: la Confédération helvétique. Ce cadre supra institutionnel commun prenait en compte la volonté de préservation de la spécificité cantonale contenue dans sa loi fondamentale, la première constitution fédérale. Cette nouvelle réalité politique eut des incidences sur la scène religieuse habituellement repliée sur ses fondements locaux et cantonaux, et qui dans le canton de Vaud, n'avait pas permis l'existence de la société des missions de Lausanne au-dela les années 1850.

Sur cette base, l'on comprenait bien le mélange d'enthousiasme et de méfiance qui anima la hiérarchie de l'église libre du canton de Vaud à la réception de la demande adressée en 1869 par deux étudiants de la faculté libre de théologie de Lausanne, Ernest Creux et Paul Berthoud, d'être envoyés en mission. Certes, le synode de Sainte-Croix de 1869 considéra le projet de fondation d'une mission de l'église évangélique libre du canton de Vaud chez des peuples païens. Mais, les choses devaient encore murir. Aussi, une *Commission des missions* de cinq membres fut mise en place. Elle devait, entre autres, informer les membres des églises de l'évolution du projet missionnaire, et parvenir à créer un outil régulier de communication avec les chrétiens.[10] Cette communication eut d'abord lieu par circulaires spéciales. Ce furent les deux dernières circulaires qui, ensuite, annoncèrent la parution dudit outil de communication: le *Bulletin de la mission vaudoise* alors que les deux anciens étudiants partaient pour l'Afrique en cette année 1872. Ils furent reçus comme missionnaires stagiaires au Lesotho dans le champ missionnaire de la société des missions évangéliques de Paris. Et, aussitôt qu'au Synode de Yverdon du 28 avril 1874, l'église évangélique libre du canton de Vaud décida finalement de la fondation d'une mission vaudoise dans le sud de

[10] C. O. Viguet, Président, A. Glardon, Secrétaire, Aux lecteurs du Bulletin, in: Bulletin, 1 (1872), 1.

l'Afrique, les deux jeunes missionnaires suisses – Creux et Berthoud – s'empressèrent d'établir leur première station missionnaire au nord-est du Transvaal, le 9 juillet 1875. Ils la dénommèrent Valdezia, en souvenir de leur canton d'origine, le canton de Vaud. Le *Bulletin de la mission vaudoise* vit donc le jour à un moment particulièrement important où la communication était nécessaire autant pour l'œuvre d'édification religieuse des chrétiens en Europe que pour l'évolution du projet missionnaire. Aussi, la fondation de la première station missionnaire suisse au Transvaal n'élargit-elle pas seulement les perspectives en termes de propagande religieuse et d'évangélisation des peuples non chrétiens, elle dynamisa la collecte des fonds nécessaires au travail missionnaire et œuvra en faveur de l'émigration des Suisses sur le champ des missions. De ce fait, les lecteurs étaient confrontés à la réalité religieuse et politique de l'époque.

Le Bulletin de la mission vaudoise – Forme, public visé et ligne éditoriale: Le *Bulletin de la mission vaudoise* fut, par sa forme, une publication papier dont la taille oscillait entre une quinzaine et une trentaine de pages brochées. La fréquence de parution était trimestrielle. Il devint très vite un bimensuel avant sa conversion en mensuel. Cette variation de la périodicité s'expliquait par l'intérêt sans cesse croissant qu'il suscitait chez les lecteurs. En effet, son audience estimée entre 200 et 400 souscripteurs au 1er avril 1872, conduisit à plus de 18.600 tirages en quelques décennies.[11] Sa distribution était gratuite pour les receveurs, les collecteurs et les adhérents. Ces adhérents étaient généralement des chrétiens, membres l'église évangélique libre du Canton de Vaud. Cette apparente gratuité semblait participer d'une «économie de l'offrande, c'est-à-dire, le type d'échanges qui s'instaurent entre les églises et les fidèles»[12]. Les chrétiens destinataires du *Bulletin* apparaissaient comme des agents d'une économie symbolique. Ils étaient des donateurs de l'Eglise et partant de la *Commission des missions* dont ils recevaient conséquemment ‹une marchandise› qui, pour eux, était au-delà de l'acquis matériel, et dont la gratuité n'était finalement pas réelle. Dans cet appareil symbolique de don et du contre-don figurait en fait une sorte de contrat morale implicite, accompagnant l'acte du don matériel. La page de couverture du périodique l'annonçait en ces termes: «Bulletin missionnaire adressé par la commission des missions de l'église évangélique libre du canton de Vaud aux souscripteurs par la mission vaudoise.»[13] Cette mention n'était pas seulement significative du public visé. Elle était expressive des critères d'inclusion et d'exclusion, d'accès au statut d'ayant droit. Le besoin de communication et d'information des croyants fut donc un moteur pour la création du périodique. Cette préoccupation se justifiait par le lien entre la propagande et les moyens de l'action missionnaire, entre la connaissance des activités missionnaires et les donations faites en vue d'aider à accomplir les dites activités.

[11] Bulletin missionnaire, in: Bulletin, 2 (1872), 230; 51 (1951), 295.
[12] Pierre Bourdieu, Raisons Pratiques. Sur la théorie de l'action, Paris 1975, 178.
[13] Inscription figurant sur la première page du Bulletin.

L'activité médiatique dans laquelle s'inscrivait le *Bulletin* reposait sur la générosité des chrétiens comme l'ensemble de l'entreprise missionnaire. Mais, avec le *Bulletin*, on développa une capacité particulièrement efficace d'influence, voire «d'endoctrinement» reposant sur un discours religieux simple mais particulièrement attractif tant il reposait autant sur la parole biblique que sur des extraits de la correspondance des acteurs de terrain et une importante iconographie. Les extraits de correspondance et l'iconographie missionnaire participaient d'une psychologie pratique visant à «toucher les cœurs» et à «frapper l'imaginaire» des chrétiens et donateurs en Europe. Le développement progressif de cette sorte de marketing communicationnel avant la lettre, conduisit le *Bulletin* à s'imposer parmi les supports régulièrement cités par les contemporains.[14] Sa réussite fut telle qu'on assistât à une mutation. Il passa du modeste organe d'information de quelques centaines de chrétiens vaudois en 1872, à un puissant outil militant, soutenu financièrement par des dizaines de milliers d'adhérents, et religieusement porté par plus d'un demi million de chrétiens protestants sur les 2 millions 861 individus environ que comptait la communauté chrétienne suisse à la fin des années 1950.[15] Cette population adhérait majoritairement à l'action d'évangélisation et de domination culturelle des populations d'au-delà des mers. Mais la fidélisation des lecteurs et la conquête de nouveaux souscripteurs nécessitaient une mise à jour permanente de la politique éditoriale du *Bulletin*.

Sa première édition annonçait le but du périodique: «communiquer avec les chrétiens» du canton de Vaud adhérant au protestantisme et à son projet missionnaire. Les moyens pour atteindre cet objectif étaient précisés en ces termes:

> «Notre bulletin contiendra donc d'abord les communications officielles que la Commission pourrait avoir à faire et qui ne nécessiteraient pas une circulaire spéciale [...] Il donnera ensuite des nouvelles de la mission vaudoise, et surtout des extraits de la correspondance de nos missionnaires. Il offrira enfin quelques articles plus généraux sur l'œuvre des missions et quelques renseignements sur ce qui s'accomplit de plus important dans les divers champs qu'elle embrasse.»[16]

Cette annonce programmatique revêtait trois niveaux de communication allant de l'information officielle fournie par les églises aux correspondances, récits et compte rendus en provenance du champ des missions, en passant par les annonces de la *Commission des missions* sur l'évolution du projet missionnaire global. Le premier niveau, celui représenté par l'information provenant des églises, parvenait à la *Commission des missions* qui rendaient l'information, publique. C'était le niveau le plus intérieur, réaliste et concret avec ses communications officielles portant essentiellement sur l'activité religieuse, sa stratégie d'édification des chrétiens par des avis et annonces officielles, mais aussi des indications pra-

[14] Archives de l'Institut La Source (Lausanne). Dossiers du personnel. La majorité des lettres de candidature d'admission à la formation de garde-malades de la source font référence aux écrits contenus dans le Bulletin de la mission vaudoise comme source de leur projet professionnel dont l'aboutissement était de servir comme infirmières missionnaires.

[15] Campiche, La Sociologie de la religion (voir note 3), 168.

[16] Bulletin, 1 (1872), 1.

tiques relatives, notamment aux «sujets de prière» qui participaient notamment à la sacralisation de la politique tant il n'était pas rare qu'une annonce dans le *Bulletin* soutînt ou parût soutenir un discours politique en demandant de prier pour la paix, pour l'unité, etc.; le second niveau était celui de la mission vaudoise, et dont le message s'adressait à un auditoire légèrement plus large. Ici, le message portait davantage sur le fonctionnement de la mission, ses succès mais aussi ses contraintes, bref, sur l'évolution de l'activité missionnaire. Le compte rendu des succès de l'action missionnaire qu'apportait le récit des activités des missionnaires sur le terrain était une véritable source de motivation et d'édification. En effet, les extraits de la correspondance missionnaire décrivaient les avancées pratiques et palpables sur les champs de missions. Elle était une matière précieuse pour la motivation des membres de la communauté chrétienne en Suisse. Car, les efforts demandés en termes de prières pour les missionnaires et leurs familles, de soutien financier des activités missionnaires, et d'autres formes d'engagements en faveur des missions n'étaient pas minces. Le premier numéro du périodique s'ouvrait sur une page de garde intitulée *Dons reçus pour les missions*. Celle-ci indiquait un détail des collectes. Les dons étaient collectés et enregistrés selon des groupes ou régions: groupes du centre, de la côte, etc. La période de collecte était également indiquée. Quant au dernier niveau de communication, il intéressait un lectorat encore plus étendu et référait à l'actualité missionnaire en général. Il inscrivait les activités de la mission vaudoise dans un phénomène religieux global caractéristique de l'époque. Tout participait à véhiculer une image de clarté visant à conforter la crédibilité du discours religieux du don de soi et de service au prochain. Le propos du périodique n'était donc pas banal. L'efficacité du discours était même redoutable tant il visait l'exhaustivité de l'information dans un objectif de persuasion et d'édification des lecteurs. Cela pronostiquait d'un élargissement progressif de l'audience tant le contenu, notamment, la nature des faits rapportés, des savoirs construits et des idées diffusées contribuait à nourrir le projet de communication à l'origine du périodique.

Evoquer la religion et la politique dans le Bulletin

A la Conférence missionnaire internationale réunie du 22 au 28 juin 1920, à Crans près de Céligny, les rapports entre la religion et la politique furent évoqués sous la forme de deux interrogations, à savoir: «Quelles sont les obligations des missions à l'égard des gouvernements? Quelle attitude doivent prendre les missionnaires dans les questions politiques?»[17] La réponse globale à cette double interrogation fut en phase avec la Convention révisant l'acte de Berlin du 26 février 1885, signée à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919. Autrement dit, une coopération avec les pouvoirs politiques était voulue en vue de «veiller à la protection des populations indigènes et à l'amélioration des conditions qui

[17] A. Grandjean, Missions et Société des Nations, in: Bulletin, 31 (1920), 157.

assurent leur bien-être moral et matériel»[18]. Ce flou discursif a le mérite de rappeler que les missionnaires n'étaient pas interdits d'activité dans le contexte colonial. De même, leur entreprise ne paraissait pas toujours se distancier considérablement des impérialismes politique et économique, notamment, en termes de violence morale que pouvait représenter le non respect des libertés dont la liberté de culte. Le *Bulletin* souligne l'étroitesse de ces rapports religion/politique à travers une variété d'articles et récits.

L'évocation de la religion et de la politique apparaît aussi dans le nom du périodique ou plutôt dans le changement de sa désignation à travers le temps. Cela est particulièrement significatif du lien entre religion et politique dans le *Bulletin*, car le changement de désignation apparaît ici comme une forme de constante adaptation aux mutations politiques et sociales. Cette stratégie adaptive est certes, multiforme, usuelle et bien établie dans l'histoire de la presse missionnaire protestante et catholique comme l'a montrée Jean Grou pour *Univers*, la plus ancienne revue missionnaire catholique au Canada. Grou note, en effet, que: «Depuis ses débuts, la revue Univers a connu divers changements, dictés par le souci de s'adapter aux goûts du jour et profiter des nouvelles technologies.»[19] En effet, *Les Annales de Propagation de la Foi* de 1924 devinrent *Univers* en 1971 en passant par *Œuvre Pontificale de Propagation de la Foi* en 1961 ou encore *Propagation de la Foi* en 1964.

Mais, les changements de désignation du *Bulletin de la mission suisse* furent au-delà d'une simple adaptation aux goûts du jour; ils procédaient d'une véritable préoccupation de politique nationale et internationale, celles liées à l'identité nationale, et à la souveraineté internationale. Il s'agissait de contribuer d'une part, à l'enracinement de l'idée de la nation suisse, une et indivisible au sein d'un Etat fédéral, et d'afficher clairement sa générosité et sa neutralité en politique internationale. De ces choix politiques résultait l'évocation des conflits politiques et armés ainsi que les descriptions de la réalité des champs des missions dans le *Bulletin*. Tous ces énoncés permettaient de mettre en lien des thèmes d'actualité tant confessionnelle que politique tout en véhiculant une certaine image de la Suisse et de la foi chrétienne protestante.

Le nom du Bulletin comme démarche religieuse et politique: Le périodique missionnaire vaudois fut un puissant outil d'influence religieuse et politique. En choisissant le titre de *Bulletin de la mission vaudoise* pour désigner l'outil de communication des églises libres du canton de Vaud avec les chrétiens, la *Commission des missions* entendait insister d'emblée sur l'orientation évangélique de l'information contenue dans son périodique. Le but était ainsi clairement défini: soutenir la réalisation de l'œuvre missionnaire au moyen d'une communication

[18] Extrait de la Convention révisant l'acte de Berlin du 26 février 1885, signée à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, in: Bulletin, 31 (1920), 159.

[19] Jean Grou, 80 ans de Presse missionnaire, 1924–2004. Pour faire mémoire, in: Univers, septembre-octobre 2004, 5–6, 6.

efficace à l'adresse des chrétiens vaudois La publication exclusive du *Bulletin* en français jusqu'au lendemain de la fédéralisation des églises protestantes suisses dans l'entre-deux-guerres apparaissait davantage comme l'expression d'un attachement politique et culturelle à la Romandie et moins comme une démarche en faveur de la langue française.

Le changement de nom de la *Commission des missions vaudoises* en *Commission de la mission romande* témoignait également de la relation entre la religion et la politique. En effet, les discours politiques qui, depuis la première Constitution fédérale incitaient à la matérialisation du fédéralisme suisse dans tous les domaines de la vie du pays, trouvèrent un écho dans les rangs de la *Commission des missions vaudoises*. En effet, lorsque les délégués des églises libres du canton de Genève et celles dites indépendantes du canton de Neuchâtel, avaient rejoint la *Commission des missions vaudoises* en 1883, l'événement était apparu comme la manifestation d'une volonté de fédéralisme religieux en phase avec les discours de l'époque visant à rendre viable le fédéralisme politique suisse. Conséquemment, la *Commission des missions vaudoises* changea de nom pour devenir en 1883 pour devenir la *Commission de la mission romande*, et le *Bulletin de la mission vaudoise* devint le *Bulletin de la mission romande*. Mais cette désignation fut remise en question lorsqu'on réalisa son inadéquation avec la nouvelle donne politique internationale et stratégique suisse issue de la Première Guerre mondiale. En effet, cette guerre avait d'une part, suscité des tensions entre Suisses romands et alémaniques du fait des affinités et des opinions divergentes à l'égard des Allemands et Français. Mais le gouvernement fédéral s'appuya sur la non participation officielle du pays dans la guerre pour revendiquer son «statut historique de neutralité» politique et stratégique.[20] D'autre part, bien que l'industrie suisse, et par conséquent son économie, avait tiré profit de la guerre, les discours religieux s'alignèrent sur les discours politiques de nécessité d'unité nationale. Il parut avantageux de mettre en valeur l'identité suisse.

Cela, malgré des velléités identitaires locales et régionales, à l'instar de celle des Jurassiens bernois qui, dès 1917, avaient constitué un comité pour la création du canton du Jura.[21] Les partisans d'une nation suisse unique fondée sur une identité forte prirent toutefois de l'ascendant. La revendication identitaire suisse prit même du relief sur le terrain missionnaire où des Africains et des missionnaires d'autres nationalités ignoraient la nuance que portait la désignation: mission romande. Aussi, dès 1918, l'idée politique nationaliste d'une Suisse unique conduisit la mission à mettre davantage en exergue l'identité religieuse nationale en commençant pas insérer «suisse» dans la désignation de la mission. On passa de la mission romande à la mission suisse romande, et du *Bulletin de la mission romande* au *Bulletin de la mission suisse romande dans le sud de l'Afrique*.[22]

[20] Patrick Minder, La Neutralité de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale, in: Revue militaire Suisse, 4 (1994), 35–41.

[21] John RG. Jenkins, Jura Separatism in Switzerland, Oxford 1986; Gilbert Ganguillet, Le Conflit jurassien. Un cas de mobilisation ethno-regionale Suisse, Zurich 1986.

[22] La page de garde de la parution de septembre indiquait Bulletin de la mission Suisse roman-

Ces changements de désignation du *Bulletin* participaient aussi d'une stratégie éditoriale d'adaptation à l'évolution du contexte social et politique, et exprimaient une sorte d'allégeance aux discours religieux et politiques fédéralistes. Au delà d'une opération marketing, le *Bulletin* maintenait donc des liens étroits avec l'Eglise et les croyants dont elle amplifiait le discours d'amour du prochain et du sacrifice évangélique. Cette orientation religieuse n'empêcha pas l'émergence d'une dimension politique établissant une relation entre religion et politique dans le contenu des articles publiés dans le *Bulletin*. Ce dernier reprenait les discours politiques d'unité et de fédéralisme magnifiés par la constitution du milieu du siècle précédent. Or, jusque dans les premières décennies du 20e siècle, le fédéralisme administratif demeurait une question politique et sociale majeure. L'œuvre demeurait en construction. Le périodique s'avéra être au fil du temps, un véritable médium et amplificateur des discours politiques de l'époque.

La *Commission des missions* avait d'abord focalisé les esprits de la communauté chrétienne protestante sur l'élargissement du «Royaume du Christ» en invoquant le devoir de la chrétienté occidentale d'apporter les lumières de l'évangile au reste du monde. Elle visa ensuite l'unité des ouvriers des églises libres de Suisse à travers un discours religieux qui permit de fédérer les églises libres de Suisse romande à la fin du 19e siècle puis la plupart des églises évangéliques du pays dans les premières décennies du siècle suivant. Ainsi, le *Bulletin* qui s'était révélé porteur d'un discours politique de construction identitaire vaudoise et romande à la fin du 19e siècle, participait désormais à la construction de l'identité nationale suisse. Pour concrétiser la visée nationale, voire ‹nationaliste› du périodique, celui-ci fut désormais simplement désigné par *Bulletin de la mission suisse*. Cette désignation correspondait cependant à une réelle vocation politique de quête d'identité nationale. Dans le contexte de cette époque marquée en Europe par un regain identitaire et nationaliste, le périodique permit de susciter et d'étendre à travers l'ensemble du pays une grande sympathie pour le travail missionnaire. Son contenu ne rendait plus seulement compte des activités missionnaires des Suisses en Afrique, elle insistait sur ce qui se faisait en Suisse et en Europe en faveur des missions tout en laissant de la place à la description des lieux et des peuples évangélisés, contribuant de ce fait à la construction des savoirs sur l'Afrique et les Africains. Ici comme ailleurs, la presse missionnaire sembla même contribuer à une vulgarisation des savoirs.[23]

De même, les changements de nom de la publication participèrent d'une politique stratégique d'adaptation aux circonstances du moment, notamment, aux mutations intervenues en termes de composition et d'organisation de l'Eglise en tant que «corps du Christ». Ils visaient aussi une adaptation aux changements po-

---

de. Œuvre d'évangélisation au sud de l'Afrique dirigée par une fédération d'églises et d'associations religieuses, in: Bulletin, 30 (1918), 115.

[23] Matthew D. Whalen / Mary F. Tobin, Periodicals and the popularization of Science in America, 1860–1910, in: Journal of American Cultures, 3/1 (1980), 195–203.

litiques et stratégiques au niveau national et international. En effet, la mission commencée par les églises libres du canton de Vaud avait vu ses efforts se conjuguer avec celles d'autres églises libres de Suisse romande, et bientôt avec des églises évangéliques de Suisse alémanique dans un cadre fédéral. Au niveau international, elle devenait très active dans les conférences missionnaires internationales. Car, en Suisse comme dans la grande partie chrétienté adhérant à l'entreprise missionnaire, ce travail se fondait sur la parole évangélique de Matthieu selon laquelle:

> «Tout pouvoir m'a été donné dans le ciel et sur la terre. Allez, faites de toutes les nations mes disciples, les baptisant au nom du Père, et du Fils et du Saint-Esprit, et enseignez-leur à observer ce que je vous ai prescrit. Et voici je suis avec vous jusqu'à la fin du monde.»[24]

L'application de cette parole évangélique rapprochait la religion de la politique en ce sens qu'elle semblait s'inscrire dans le cadre d'un même projet impérial. Et, si l'on considère la politique comme référant aux relations sociales impliquant l'autorité et le pouvoir, il y avait dans le projet missionnaire, un exercice du Pouvoir.[25] Or, pour Raymond Aron, «le système politique est régi à partir du Pouvoir, c'est-à-dire, des uns ou de quelques uns qui prennent des décisions au nom de et pour tous.»[26] Et, d'après le propos du Prix Nobel de physique, Alfred Kastler, «l'alibi de l'évangélisation»[27], fut un projet de domination culturelle, une entreprise visant à transformer la façon dont les populations non chrétiennes devaient percevoir le monde les entourant, et par conséquent l'ensemble de leur rapport au cosmos, à la vie. Dans un article relativement récent Y. Fer réfère à au discours du Président Truman de mars 1946 à l'adresse du Conseil fédéral des églises américaines, et selon lequel l'œcuménisme religieux et spirituel devait servir l'impérialisme économique et politique. En effet, «sans un réveil moral et spirituel, l'Amérique perdrait le combat (de la domination mondiale)»[28]. Or, ces considérations ne semblent pas nouvelles ni dater du milieu du 20e siècle, puisque, comme l'a montré J. Pirotte dans son approche comparatiste des missions belges en Asie du Sud-Est et en Afrique centrale, de semblables rapports de la politique et de la religion étaient déjà notables au 19e siècle, dans des espaces aussi différents que ceux de Chine et du Congo, et dans des missions protestantes comme dans les catholiques.[29] Ne fut-ce pas à la demande de Léopold II qu'«en 1887, les évêques belges créaient à Louvain un Séminaire africain devant former des prêtres pour le Congo (?). Egalement sollicités par le roi, les Scheutistes ac-

[24] La Sainte Bible, Matthieu, 28: 18–20.

[25] Patrick Michel, Religion et politique dans un monde contemporain en quête de centralité, in: Revue Internationale et Stratégique, 4 (2001), 33–40, 33.

[26] Aron, A propos de la théorie politique (voir note 2), 5–26.

[27] A. Kastler, préface, in Robert Minder, Rayonnement d'Albert Schweitzer, Colmar 1975, 9.

[28] Yannick Fer, Jeunesse en mission dans le Pacifique: un réseau missionnaire aux frontières de la politique et de la religion, in: Perspectives missionnaires, 2 (2011), 62, 66, citant Joel A. Carpenter, Revive Us Again, New York 1997, 171.

[29] Jean Pirotte, Périodiques missionnaires belges d'expression française. Reflets de cinquante ans d'évolution d'une mentalité, Louvain 1973, 100.

ceptèrent de prendre en charge le vicariat apostolique de l'Etat indépendant du Congo qui venait d'être érigé en 1888...».[30] S'il est vrai que beaucoup d'entreprises missionnaires furent, au départ, des initiatives isolées, ne ressortant pas des organisations nationales, toutes ont souvent fini, bon gré mal gré, par s'identifier au pays d'origine de la mission, voire, à sa politique. N'est-ce pas dans le sens de la politique suisse de neutralité que des missionnaires suisses tentèrent d'inscrire l'aide médicale aux belligérants de la guerre anglo-boer de 1899–1902?[31] Ce fut, en tout cas, au nom de la culture suisse de paix que des missionnaires représentant des églises suisses entrèrent en scène lors des actions de lutte anti-apartheid dans les années 1980–1990.[32]

Les conflits armées comme sujet d'actualité missionnaire: Les conflits militaires et politiques comptaient également parmi les thèmes traités dans le *Bulletin*. Si ces écrits contribuèrent à lier les discours religieux et politique, leur analyse révèle surtout la variété des rapports que la religion pouvait entretenir avec la politique. L'introduction de la religion dans la politique était possible. Des articles évoquant la situation politique en Suisse comme sur le champ des missions soulignaient ces rapports d'intrusion de la religion dans la politique. En effet, en Suisse, la décision de la séparation de l'Eglise et de l'Etat fait sur le modèle de la loi française de 1905 s'inscrivait dans la logique de l'arrêt de l'intrusion de la religion dans la politique. Mais dans un article intitulé *Ce que les missions attendent de la Suisse*, Arthur Grandjean, le Secrétaire Général de la désormais mission suisse romande pouvait encore rapporter le propos de M. Delord de la mission évangélique de Paris qui, dans une publication de l'époque avait noté:

> «Nos sociétés de missions ont été fortement éprouvés par la guerre; elles ont perdu des hommes, beaucoup des jeunes, de ceux qui eussent été des missionnaires de demain. La Suisse seule, pourra par sa jeunesse épargnée, remplacer ceux qui ont succombé sur les champs de bataille de l'Europe.»[33]

Les conflits militaires étaient présentés comme des menaces pour la bonne marche du travail missionnaire. De plus, ils semblaient être l'occasion pour les uns de recevoir toujours davantage des autres. En effet, les chrétiens de Suisse romande qui, depuis le siècle précédent avaient fourni hommes et capitaux à d'autres sociétés de missions (Bâle, Paris, etc.), étaient désormais appelés à envisager des efforts supplémentaires, corolaires des conflits militaires et politiques.

Si l'évocation des misères causées par le premier conflit militaire mondiale révélait des rapports causaux entre les entreprises politico-militaires et celles religieuses, il est en était déjà le cas, en 1894–1895, lorsque le médecin missionnaire suisse Georges Liengme rendait compte des ravages perpétrés par les Portugais

[30] Idem, 3.
[31] Georges Liengme, Un hôpital sud-Africain, Neuchâtel 1906.
[32] Caroline Jeannerat/Eric Morier-Genoud/D. Péclard, Embroiled. Swiss Churches, South Africa and Apartheid, Zurich 2011.
[33] A. Grandjean citant M. Delord, Ce que les missions attendent de la Suisse, in: Bulletin, 30 (1918), 116.

pendant la guerre qui les opposa au dignitaire africain Ngoungounyane dont Dr Liengme fut le médecin privée et Conseiller. Là aussi, non seulement des questions politiques relatives à la colonisation portugaise étaient évoquées dans le *Bulletin* mais en plus, le lien entre ces questions politiques et la religion était clair, puisqu'en devenant *persona non grata* dans les provinces portugaises d'Afrique australe, le médecin suisse était privé de son action missionnaire d'influence religieuse sur les populations locales.

De même, l'engagement, dès octobre 1899, de ce Suisse comme médecin des troupes lors de la guerre anglo-boer (1899–1902),[34] fit de ce conflit, un objet d'actualité missionnaire. Le périodique suisse publia autant les extraits de correspondance du médecin lui-même que celle de son épouse. Ces extraits de lettres et divers récits témoignaient de ce que ce périodique ne traitait pas seulement des «affaires du royaume des cieux» mais se préoccupa aussi du gouvernement des hommes et de ses aléas politiques exprimés à travers les guerres entre différents groupes ethniques africains ou encore entre nations européennes.

Le contenu relatif aux conséquences des conflits militaires n'était pas sans signification. Car, il posait le problème des fondements de l'entreprise missionnaire et de sa continuité dans le monde. En allant au-delà de l'évocation de l'évolution de l'évangélisation des païens, le *Bulletin* rendait compte de la situation politique des pays, mêlant le message de l'évangile à un discours politique, voire une sorte de prise de position politique. Mais, ce couple «religion/politique» ne faisait pas toujours bon ménage, notamment, au lendemain de l'approbation par les protestants, de l'acte de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Le discours religieux au sens d'énoncé visant un but jugé sacré se mêlait au politique dans les lignes du *Bulletin*, révélant tantôt une relation de franche opposition tantôt une lâche coopération. Toujours est-il que l'abstention de prise de position politique claire que s'étaient imposées les premières générations des missionnaires était désormais ébranlée. En effet, les nouvelles générations de missionnaires suisses au nord du Transvaal à l'instar de N. Jacques, montrèrent, dès l'entre-deux-guerres, une propension à écrire autant sur la religion que sur la politique en milieu missionnaire, liant ainsi les difficultés religieuses aux réalités politiques. Sous la plume de ces missionnaires, la religion apparaissait comme un fait social total au sens de Max Wéber. En tout cas, un certain discours religieux impliquant le politique, était davantage perceptible dans le *Bulletin*. Cette dynamique devait s'intensifier dès la veille de l'enlisement de l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid en 1948.

Idées religieuses, politique et santé: Les «Sujets de Prières» étaient contenus dans les «Communications officielles» qui constituaient avec les «Dons pour nos missionnaires», les «Nouvelles des nos missionnaires», d'importantes rubriques

[34] Mme Liengme, Mission médicale. Dans la parution de février 1900, le Bulletin reproduit un extrait de correspondance de Mme Liengme datée du 12 novembre 1899, relative à l'engagement de son époux dans la guerre anglo-boer dès octobre 1899, in: Bulletin, 13 (1900), 42.

entrant dans la série d'activités inspirées par la religion. Ces recommandations étaient en lien avec la croyance en la grâce manifestée en ces envoyés des églises suisses. Aussi, pouvait-on lire dans cette rubrique: «Continuons à demander à Dieu de garder nos missionnaires dans leur santé pendant la mauvaise saison; prions pour la famille [...].»[35] ou encore: «Prions pour tous nos missionnaires demandant à Dieu de les protéger pendant la saison chaude dans laquelle ils vont entrer; recommandons en particulier M... dons la santé est sérieusement atteinte.»[36]

Ces sujets de prières consistaient donc en orientations relatives aux thèmes d'action de grâce, de louages, de dévotion et d'adoration. Les prières étaient généralement faites au bénéfice des missionnaires et de leurs familles. Les responsables du *Bulletin* semblaient bien au fait de la magie de l'unité des pensées et de soutien spirituel à autrui. Le *Bulletin* était le vecteur de cette mystique religieuse.

Tout en étant une mine de renseignements sur le champ missionnaire, ce périodique fut un puissant moyen de propagande et de collecte des fonds pour le développement du travail missionnaire de ses débuts à 1955. Dès les années 1920, des fonds spéciaux étaient constitués, à l'instar du fonds d'aide spécial en direction de l'œuvre médicale: le fonds d'entraide de la mission médicale. Ce fonds crée en 1928 se chargeait de la collecte des dons en nature et en numéraire. Ceux-ci étaient destinés au soutien des hôpitaux et dispensaires qui se construisaient sur le terrain de la mission. Il devait aussi servir au soutien du personnel médical.[37] En 1934, paraissait une brochure missionnaire traitant spécialement des questions liées à l'œuvre médicale. Elle fut dénommée: «Nouvelles de nos missions médicales.» Le titre n'était pas anodin. Le docteur Arnold Verret-Westphal, Président de la *Commission médicale de la mission suisse dans l'Afrique du Sud* et auteur de la brochure tint à impliquer davantage la communauté chrétienne en faveur de la mission en Afrique. En utilisant le possessif «nos» missions médicales, il exprimait le souhait que chacun s'appropriât l'action médicale missionnaire, parce que la vie comme la mort étaient affaire de tous, et qu'elles étaient par essence affaire chrétienne. Ces «Nouvelles de nos missions médicales» paraissaient deux fois par an, généralement en août et en décembre. Dès le milieu des années 1930, et surtout à partir de la décennie suivante, l'offre médiatique de la mission suisse se diversifia. Alors qu'on n'avait jusqu'ici eu affaire qu'au *Bulletin* qui, nous l'avons vu, était destiné à un public plutôt adulte, chrétien et suisse romand, la mission suisse dans l'Afrique du sud édita un titre destiné à la jeunesse: «Aux Jeunes» et dont le but était de susciter l'éveil spirituel et l'intérêt pour le travail missionnaire. Cette diversification de l'offre et de la ligne éditoriale de la mission suisse dans le sud de l'Afrique apporta une significative implication politique. Car, elle suscita par la suite, un fort engagement des jeunes dans le travail missionnaire et lui apporta une vitalité politique. En effet, c'est de la plume de nouvelles générations de missionnaires que vinrent davantage d'écrits critiquant ouvertement la condition politique dans les territoires des missions.

[35] Commission, Sujets de Prières, in: Bulletin, 21 (1908), 4.
[36] Commission, Sujets de Prières, in: Bulletin, 31 (1920), 193.
[37] Nouvelles de nos missions médicales, in: Bulletin, 51 (1951), 4.

Cette diversification entrait dans le cadre des nouvelles idées d'organisation religieuse qui avait permis de mettre en fédération les églises protestantes de Suisse romande et celles de Suisse alémanique. Dans ce sens un titre de la mission suisse était désormais publié en langue allemande: les *Mitteilungen*. Son tirage de 14.400 en 1949 atteignait les 14.700 exemplaires dès l'année suivante, en 1950, et se rapprochait de près des tirages en langue française qui, eux, avaient évolué de 17.800 à 18.600 exemplaires.[38] L'édition en langue allemande, publiée à Zurich, témoignait aussi des interconnections entre le religieux et le politique à l'intérieur des publications missionnaires protestantes suisses par le fait même de leur existence, et de leur organisation sur le modèle administratif et politique cantonal.

Impact des idées religieuses et politiques construites et ou diffusées

Le *Bulletin missionnaire* fut un puissant moyen de production et de diffusion des idées religieuses, entendues comme imaginaires et phénomènes liés aux croyances, notamment des croyances et des pratiques liées au protestantisme suisse. La publication du *Bulletin* en langue française alors que les populations du Transvaal étaient anglophones semble témoigner en faveur de la destination indiquée plus haut, à savoir, la communauté chrétienne de Suisse romande. Or, les idées construites et diffusées concernaient bien les populations du Transvaal, symbolisées par ce «Prochain, ce Pauvre en esprit» qu'il fallait éveiller aux lumières de la civilisation; une civilisation, entendue par J. Comaroff, comme le processus d'acculturation – acculturation religieuse et spirituelle – par lequel les populations autochtones furent amenés à voir le monde, à le penser, à vivre et à rendre un culte à Dieu non plus selon leurs propres principes et repères mais désormais sur la base des paradigmes et des pratiques venus d'ailleurs, et distillés selon une mystique évangélique et une psychologie pratique savamment éprouvées.[39]

Propagande, publicité, construction et déconstruction des idées: L'examen du périodique missionnaire donne de la mission vaudoise une image, à la fois de véritable *Business*, d'affaire reposant, entre autres, sur une importante stratégie de communication mais aussi d'œuvre de dévotion chrétienne. Quel que soit le point de vue dont on approche cette mission, son périodique semble avoir joué un rôle majeur dans sa promotion en Suisse. Dans le cadre de cette communication avec les chrétiens, la propagande occupait une place capitale parmi les moyens de promotion des activités missionnaires. Cette propagande consistait en un ensemble des pratiques et des usages symboliques initiés ou annoncés par la *Commission des missions* via le *Bulletin*. La promotion de l'aventure missionnaire permettait d'expliquer ce qu'il en était, de rappeler ses objectifs, ses

[38] Rapport du Conseil directeur, in: Bulletin, 50 (1950), 71; Rapport de la mission Suisse dans l'Afrique du Sud en 1950, in: Bulletin, 51 (1951), 295.

[39] John Comaroff, Ethnography and the Historical imagination, Boulder 1992, 235.

moyens. Cette pédagogie passait, notamment, par le témoignage. En effet, des acteurs étaient appelés à relater leurs expériences. Le but étant de d'édifier les chrétiens mais aussi de convaincre d'autres citoyens, de la nécessité de la conversion et surtout de l'engagement missionnaire. L'engagement se faisait par le financement de ses activités et parfois par le service sur le terrain.

Des activités de propagande et de promotion du travail missionnaire étaient organisées dans plusieurs régions de Suisse, et comprenaient des conférences, des collectes de fonds ou de matériels spécifiques, des ventes spéciales, etc. De même, à des fins de propagande, les responsables de la mission n'hésitaient pas de faire venir des chrétiens africains en Suisse pour l'édification des donateurs suisses sur les bienfaits du travail missionnaire. Aussi, pouvait lire dans le rapport du Conseil directeur de la mission de 1948, «Que dire de cette ardente flamme noire qui flambe aux dépens d'un si frêle corps? La puissance atteint son apogée dans la faiblesse (II Cor. 12:9). Le passage de Mlle Sumbane a fait grosse impression dans les paroisses qu'elle a visitées.»[40]

A côté de la propagande, il y avait la publicité. Elle portait, entre autres, sur les œuvres produites par les chrétiens d'Europe ou ceux convertis sur les champs des missions. Il s'agissait d'ouvrages des chrétiens[41] ou des réalisations artisanales. Ces réalisations étaient annoncées ou publiées dans le *Bulletin* dans le but d'en accroitre les ventes. Le gain issu des dites réalisations servaient d'une manière ou d'une autre à supporter les activités missionnaires. Les lecteurs en Suisse achetaient ces œuvres. Ils étaient pénétrés des idées religieuses et politiques véhiculées. De même, les différentes rubriques du périodique relatifs, notamment à l'étude des rapports entre les missionnaires et les autorités locales, apparaissaient comme constructrices du lien entre religion et politique par les idées qu'elles diffusaient. D'autres rubriques, à l'instar des communiqués officiels, de la propagande, de la publicité mais aussi de la correspondance, semblaient être des simples canaux de transmission des idées et expériences religieuses et politiques des missionnaires et autres agents de l'action évangélique.

Une autre expression politique du contenu du *Bulletin* était relative à sa contribution à la déconstruction de certaines idées. Son contenu aida, en effet, à susciter ou renforcer l'adhésion des lecteurs à l'idéal missionnaire. Elle permit de construire et déconstruire des idées sur ce phénomène d'époque. En présentant la mission comme la manifestation pratique de l'annonce de l'évangile aux païens, elle aida à infléchir nombre de préjugées et d'attitudes à l'égard de l'œuvre missionnaire mais aussi de l'humanité du ‹païen›. Les résultats de l'activité mission-

[40] Schaller, La mission Suisse dans l'Afrique du Sud en 1949. «Rapport du Conseil directeur», in: Bulletin, 49 (1949), 90.

[41] Dans le numéro du Bulletin de septembre 1918, on pouvait lire: En vente chez Georges Bridel & Cie, éditeurs à Lausanne, La Mission romande. Ses racines dans le sol Suisse romand – Son épanouissement dans la race Thonga, par A. Grandjean, secrétaire général de la mission romande. Prix: 4 fr. 50, Bulletin, 30 (1918), «En vente», 112. Ce livre publié en 1917 était déjà annoncé avant même sa parution. La pratique était courante et entrait dans la pratique publicitaire du périodique. Les bénéfices des ventes étaient généralement reversés comme don à la mission.

naire témoignaient de la capacité des missionnaires à transformer les populations locales réputées «oisives», en des chrétiens capables d'efforts soutenus et productifs. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nombreux articles insistaient sur la preuve que les populations locales étaient capables d'assimiler le message évangélique et de l'appliquer dans leur vie courante, témoignage d'une capacité d'adaptation et d'évolution dans l'acquisition d'un savoir religieux exogène, et d'ascension au statut de civilisé.

Les idées relatives à la capacité des populations locales à se hisser au statut de chrétiens touchaient au domaine politique, c'est-à-dire, aux systèmes culturels et symboliques liés au pouvoir ou à des relations de pouvoir elles-mêmes symboliques ou réelles. Or, ces relations de pouvoir conduisaient aussi les missionnaires à décider de ce qui étaient bon pour l'«Autre», de la religion qui convenait au «Prochain». Ces relations niaient à cet «Autre» le droit d'avoir une croyance différente, non chrétienne; ces rapports de pouvoir honnis en d'autres cieux, étaient justement reproduits sur le champ des missions. L'évangélisation voire la conversion des faibles n'était pas rare: enfants et personnes malades étaient évangélisés et/ou convertis comme l'indique le rapport de N. Jacques: «L'hôpital est le champ principale d'évangélisation de notre Eglise. Nous avons là à notre portée une occasion unique d'annoncer l'évangile.»[42]

Cependant, le contenu du *Bulletin*, inaccessible aux populations locales, n'était pas la source l'influence et de l'impact religieux et politique de l'évangile sur les populations locale. L'évangélisation en tant que processus de remodelage de la conscience religieuse et cosmogonique des populations autochtones joua un rôle de transformateur de la réalité politique et sociale au moyen du ministère, au moyen de l'œuvre du catéchisme et des cultes. L'influence de la religion sur la réalité politique et sociale était lisible à plusieurs échelles. Mais, le *Bulletin* évoquait également certaines zones de tensions perceptibles sur le champ des missions.

La mission comme champ des tensions: Le terrain missionnaire était miné par de nombreuses tensions religieuses et politiques. L'une des premières situations de tensions dans le domaine religieux fut en rapport avec la mission médicale. En effet, alors que le contexte missionnaire international du 19e siècle était marqué par la question de la prise en compte de l'entreprise médicale comme partie intégrante de la mission évangélique, certains missionnaires suisses s'interrogeaient sur l'opportunité d'insérer ce chapitre, somme toute temporel, dans le budget de la mission évangélique.[43] Cette préoccupation suscita bien de tensions sur le terrain missionnaire comme au quartier général de la mission à Lausanne. La solution fut trouvée de financer la formation d'un médecin missionnaire dont l'activité serait non seulement distincte de la mission évangélique mais devrait s'autofinancer.[44]

[42] N. Jacques, L'évangélisation à Elim, in: Bulletin, 34 (1924), 104.

[43] Michael Gelfand, Christian Doctor and Nurse. The history of Medical Missions in South Africa, Johannesburg 1984.

[44] Cf. l'article de l'auteur soumis à Outre-Mers. Revue d'histoire: «Un médecin aux frontières: le docteur Georges Liengme (1859–1936)», 2012.

Mis à part ce sujet de tension d'ordre religieux, l'on notait des préoccupations d'ordre politique. En effet, dès les premières années de l'action évangélique des Suisses au Transvaal, les pionniers de la mission – Ernest Creux et Paul Berthoud – furent en conflit avec l'autorité politique et administrative qui n'hésita pas de leur faire subir l'expérience de la prison. Cette même autorité politique s'ingénia ensuite à circonscrire les activités missionnaires des Suisses dans la région en les soumettant à des inspections régulières, notamment, dans le cadre de la mission médicale. Le caractère politique s'exprime aussi par le fait même que ce fut parmi la petite élite d'évangélistes qu'émergèrent les premiers acteurs politiques locaux, éléments moteurs dans le processus de libération contre la domination socio-économique et politique au sud de l'Afrique.

Le passage du mutisme de départ face la réalité politique locale vers une certaine loquacité, notamment, après la Seconde Guerre mondiale, et surtout dès l'instauration de l'Apartheid, coïncida avec ce que Y. Fer désigne, en d'autres lieux, comme la «charismatisation du christianisme»[45]. Des cadres religieux devinrent de plus en plus des tribunes d'expression sociale, voire, d'organisation politique. Les plus charismatiques de ces chrétiens locaux purent servir leurs communautés, d'abord comme leaders religieux, puis comme instituteurs ou infirmiers avant de devenir syndicalistes et hommes politiques. Paradoxalement, leur inspiration ne provenait pas du contenu du *Bulletin* mais du message chrétien de fraternité lui-même et des séjours des Africains en Suisse ou aux Etats-Unis d'Amérique. Cette inspiration provenait aussi des échos de la lutte des Afro-Américains pour leurs droits civiques et des organisation socioéconomiques et sanitaires comme les *Care Groups*, initiés par des médecins au service de la mission suisse dans l'Afrique du Sud.[46]

Le *Chief Minister*, Ntsanwisi, Chef du gouvernement du Bantustan du Gazankulu, fut en ce sens un exemple de cette mutation du leadership dans le cadre de la religion vers la politique. Il fut en effet le premier responsable du Comité synodal de l'église presbytérienne et ancien modérateur de la dite église issue de la mission évangélique suisse au Transvaal.[47] Mais ce cheminement de la religion dans l'espace politique ne put être suivi par la publication au-delà des années 1950, période à partir de laquelle l'activité politique des populations évangélisées par les missionnaires Suisses – les Tsonga – entra de façon plus affirmée dans la scène politique du Transvaal dans le cadre du *self-government* des Bantustans.

Le terrain missionnaire fut également un champ de tensions raciales dans lequel les rapports entre la religion et la politique n'étaient pas moins exprimés. Les évocations faites dans le *Bulletin* montrent que le Transvaal comme l'ensemble de l'Afrique du sud, soumis à la ségrégation raciale, offrait une véritable

[45] Fer, Jeunesse en mission (voir note 28), 62, 68.

[46] Hines Mabika, La santé publique: un terrain politique de la mission médicale Suisse au nord du Transvaal au 20e siècle?, soumis Gesnerus, Swiss Journal of History of Medicine and Sciences, 2012.

[47] Jeannerat/Morier-Genoud/Péclard, Embroiled (voir note 32), 314.

tribune à ces tensions. Ces expressions s'amplifièrent dès le début de l'Apartheid en 1948, ainsi que l'annonçaient les publications de cette époque dans lesquelles ressort l'inquiétude des missionnaires à propos de l'avenir des populations locales et de la mission évangélique du fait d'abord de l'annonce de l'institutionalisation de la politique raciale,[48] ensuite, de l'entrée en vigueur des nouvelles lois racistes.[49] Aussi, dans numéro de mai-juin 1953, on pouvait lire:

> «Le problème racial a toujours empoisonné la politique de l'Union sud-africaine [...] Il faut se rappeler que l'‹apartheid› a existé avant le gouvernement de Malan, bien que ce terme ne fut jamais employé. Il y avait déjà deux guichets dans les bureaux de poste et les gares, deux buffets, des trains pour blancs et d'autres pour gens de couleurs.»[50]

Il est clair que ce contenu du périodique missionnaire avait un caractère de dénonciation de l'évolution politique sur le terrain. Les rédacteurs n'hésitaient pas persister année après année dans l'évocation de l'involution politique, ainsi que cela apparaît dans le rapport annuel de l'année suivant:

> «Situation politique. Dans son rapport de 1953, le Secrétaire Général (de la mission suisse) a bien exposé la situation politique de l'Union Sud-Africaine. Les élections survenues depuis ayant laissé le même parti au pouvoir, l'orientation demeure identique.»[51]

Si ces quelques réflexions témoignent de l'énoncée simultanée de la religion et de la politique dans un périodique missionnaire protestant, elles soulignent davantage la variété des rapports que la religion et de la politique entretenaient dans les articles publiés dans le *Bulletin missionnaire suisse*. Ceci interroge plus globalement le rôle des périodiques missionnaires comme véritables média et amplificateurs des discours religieux et politiques de leur temps.

En définitive, le *Bulletin de la mission vaudoise* fut un puissant support d'expression de la variété des rapports entre la religion et la politique. Son usage comme grille d'analyse de ces rapports est pertinent: d'abord pour révéler l'introduction de la religion dans la politique en vue de la sacralisation ou simplement de la légitimation de cette dernière comme ce fut le cas sur le territoire des missions avec l'arrivée des anciens évangélistes et responsables de l'Eglise locale sur la scène politique; puis, parce que l'objectivation du contenu d'un périodique missionnaire dans un projet scientifique d'examen des rapports entre religion et politique permet, notamment, de suivre l'usage d'un tel outil de communication comme medium et amplificateur des discours religieux et politique des temps considérés. Aussi, apparait-il que le mode d'organisation et de

[48] E. Raymond, Rapport lu à l'Assemblée générale de la mission Suisse dans le sud de l'Afrique du sud, le 24 octobre 1948, in: Bulletin, 50 (1949), 255–289.

[49] M. Schaller, La mission Suisse dans l'Afrique du sud en 1949. Rapport du Conseil directeur, in: Bulletin, 50 (1949), 69–111.

[50] J. Badertscher, En Afrique. Situation politique. Rapport annuel, 1952, in: Bulletin, 54 (1953), 268.

[51] M. H. Müller, Rapport «Eglise et mission au Transvaal», in: Bulletin, 55 (1954), 61.

gestion des institutions religieuses comme les missions évangéliques, pouvait s'inspirer de l'organisation politique des pays. En Suisse, la mission vaudoise n'adapta pas seulement sa désignation aux mutations intervenues dans la composition de sa *Commission*. Elle tint compte de la nécessité de traduire sur le plan religieux le fédéralisme politique et administratif du pays. Cette volonté d'adaptation à la donne politique semblait relever d'un rapport de la religion à la politique que la mission suisse tenta de maintenir même après l'acception de la séparation de l'Eglise et de l'Etat au début du 20e siècle, puisque que les églises protestantes de Suisse devaient se constituer en Fédération après la Première Guerre mondiale. Ces aspects étaient présents dans les discours religieux et politiques véhiculés par les contributions du périodique missionnaire. Ainsi, en intégrant les délégués des églises libres d'autres cantons suisses au sein de la *Commission des missions vaudoises* et, en changeant la dénomination de la *Commission* et de son *Bulletin*, les dirigeants des églises évangéliques tentaient de considérer les préoccupations politiques de l'époque évoquées diffusées par le dit périodique d'expression religieuse.

Résumé

Cet article traite de l'évocation de la religion et de la politique, ainsi que de leur relation dans un médium suisse protestant: le *Bulletin de la mission vaudoise*. De la fin du 19e siècle au milieu du siècle suivant, ce périodique d'expression religieuse a occupé une place influente parmi les lectures des membres des églises libres de Suisse romande. Originellement destiné à faciliter la communication entre la *Commission des missions évangéliques* et les chrétiens du canton de Vaud adhérant à l'esprit missionnaire, le *Bulletin de la mission vaudoise* a connu progressivement une sorte de débordement de sa ligne éditoriale des «questions officielles et [...] activités de la mission vaudoise» vers l'énoncé des préoccupations politiques de son époque, à l'instar du fédéralisme suisse ou encore des rapports entre les races sur le champ des missions.

Religion et Politique dans le Bulletin de la mission vaudoise, 1872–1955

Cet article traite de l'évocation de la religion et de la politique, ainsi que de leur relation dans un médium suisse protestant: le *Bulletin de la mission vaudoise*. De la fin du 19e siècle au milieu du siècle suivant, ce périodique d'expression religieuse a occupé une place influente parmi les lectures des membres des églises libres de Suisse romande. Originellement destiné à faciliter la communication entre la *Commission des missions évangéliques* et les chrétiens du canton de Vaud adhérant à l'esprit missionnaire, le Bulletin de la mission vaudoise a connu progressivement une sorte de débordement de sa ligne éditoriale des «questions officielles et [...] activités de la mission vaudoise» vers l'énoncé des préoccupations politiques de son époque, à l'instar du fédéralisme suisse ou encore des rapports entre les races sur le champ des missions.

Religion und Politik im Bulletin de la mission vaudoise, 1872–1955

Dieser Artikel behandelt das Verhältnis von Religion und Politik in einer protestantischen schweizerischen Zeitschrift, dem *Bulletin de la mission vaudoise*. Vom Ende des 19. bis in die Mitte des 20. Jahrhunderts nahm diese religiöse Zeitschrift eine einflussreiche Stellung unter den Publikationsorganen der freien protestantischen Kirchen der Westschweiz ein. Zunächst gegründet mit der Absicht, die Kommunikation zwischen der *Commission des missions évangéliques* und den protestantischen Christen des Kantons Waadt zu erleichtert, die sich dem missionarischen Geist verschrieben, so erlebte die Zeitschrift zunehmend eine Art Verschiebung von den «offiziellen Fragen und [...] Aktivitäten der waadtländischen Mission» hin zur Äusserung politischer Anliegen der Zeit, so etwa zum schweizerischen Föderalismus oder dem Verhältnis zwischen den «Rassen» im Bereich der Mission.

Religion and Politics in the Bulletin de la mission vaudoise, 1872–1955

This paper shows how religion and politics, and the relationship between the two, were expressed in a Swiss protestant missionary periodical: *The Bulletin of the mission of the Canton of Vaud*. From the late 19th century to the middle of the 20th century, this Swiss missionary periodical was influential among the members of Evangelical Free Churches in Western Switzerland. Originally intended as a means for the *Missionary Commission of the Canton of Vaud* to communicate with local protestants who supported the missionary work and spirit, the Bulletin drifted somewhat from its origins in providing «official information to church members and [...] the description of Swiss missionary activities' to address contemporary political issues such as Swiss federalism and race relations in the missionary context.

Mots-clés – Schlüsselwörter – Keywords

Bulletin de la mission vaudoise – Bulletin de la mission vaudoise – Bulletin de la mission vaudoise; 19e et 20e siècle – 19. und 20. Jahrhundert – 19th and 20th century; Suisse – Schweiz – Switzerland; Mission et politique – Mission und Politik – mission and politics; esprit missionnaire – missionarische Haltung – missionary spirit.

Hines Mabika, Dr. phil., Senior Researcher, History of Medicine, Health Systems & Missiology.